



HAL
open science

Un récit de la bonne et de la mauvaise ville. Travail de l'altérité dans le processus de construction normative

Franck Dorso

► To cite this version:

Franck Dorso. Un récit de la bonne et de la mauvaise ville. Travail de l'altérité dans le processus de construction normative. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 2018, 49-2 /2018, pp 135-156. <halshs-02164633>

HAL Id: halshs-02164633

<https://shs.hal.science/halshs-02164633v1>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Recherches sociologiques et anthropologiques

49-2 | 2018

Rationalité néolibérale à l'œuvre : approches ethnographiques

Un récit de la bonne et de la mauvaise ville

Travail de l'altérité dans le processus de construction normative

A Narrative of the Good and the Bad City. The Work of Alterity in the Process of Normative Construction

Franck Dorso



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rsa/3009>

DOI : 10.4000/rsa.3009

ISSN : 2033-7485

Éditeur

Unité d'anthropologie et de sociologie de l'Université catholique de Louvain

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 135-156

ISSN : 1782-1592

Ce document vous est offert par Université Paris-Est Créteil Val de Marne



Référence électronique

Franck Dorso, « Un récit de la bonne et de la mauvaise ville », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [En ligne], 49-2 | 2018, mis en ligne le 20 juin 2019, consulté le 06 décembre 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/rsa/3009> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rsa.3009>



Les contenus de la revue *Recherches sociologiques et anthropologiques* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Un récit de la bonne et de la mauvaise ville

Travail de l'altérité dans le processus de construction normative

Franck Dorso *

Les informalités en milieu urbain peuvent être considérées comme des désordres ou des éléments régulateurs à plusieurs niveaux (économique, urbanistique, politique, social, psychosocial). Le texte propose d'en explorer la dimension symbolique. A Istanbul, un récit négatif et globalement faux s'élabore à partir des informalités et compose une altérité fondatrice contre laquelle s'adosse, se construit et s'actualise la norme commune du bon Istanbul et de la bonne ville. Ce processus permet d'éclairer le travail de la tension identité-altérité dans la construction normative, et en particulier une "mise en altérité" qui ne produit pas directement d'exclusion. Le processus révèle également des modes de gouvernement urbain spécifiques qui génèrent une série de compromis pratiques et un rapport particulier à la connaissance – et donc, à certains moments, au pouvoir. Le texte envisage pour finir les implications de ces processus dans le champ opérationnel, proposant un lien entre sociologie, anthropologie et urbanisme.

Mots-clés : récit, construction normative, régulation symbolique, informalités.

I. Introduction

Le texte explore le rôle des pratiques informelles dans la construction des normes urbaines et sociales. Il s'appuie sur trois phases de recherche menées à Istanbul entre 2000 et 2016 et les met sur certains points en relation avec des données produites sur d'autres terrains.

Les informalités peuvent être définies en termes de typologie de pratiques comme à travers le rôle qu'elles jouent dans les processus d'urbanisation et plus largement dans la vie sociale.

Sur le plan des typologies, l'économie informelle désigne les activités non déclarées qui se développent dans les secteurs de la production (agricole, industrielle, artisanale), de la vente et des services. Elles sont à ce titre illégales mais on peut parler d'économie grise pour les distinguer des économies criminelles (armes, stupéfiants) (Haşim Köse/Pamukçu, 2005). L'habitat informel constitue l'autre grand secteur de l'informalité, étudié là aussi tant dans les contextes post-industriels qu'émergents. Il désigne les occupations de terrain et les constructions de bâtiments sans titre de propriété ni permis de construire, sur un gradient de situation large, et peut s'étendre, au delà du logement, à des constructions à usage collectif ou économique. Ces situations

* Sociologue, maître de conférences à l'Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII.

ouvrent sur les problématiques d'équipement, de maintien, d'expulsion et de régularisation des quartiers illégaux (Berry-Chikhaoui/Deboulet, 2000).

On propose de considérer, à côté de ces deux secteurs, un troisième type d'informalités, liées aux pratiques quotidiennes labiles, qui investissent des lieux sur des temps plus courts, mais qui apparaissent tout aussi prégnantes dans le temps et dans de nombreux contextes : libations, réunions non autorisées, sexualités, consommations de produits illicites mais aussi isolements pour dormir, préparer des repas, pleurer, déambuler.

A Istanbul, dans une ville marquée depuis les années 1950 par plusieurs phases d'extension urbaine, on trouve ces trois types d'informalités, notamment sur le site historique de la muraille qui entoure la vieille ville. Elles ont en commun d'avoir lieu dans des endroits où elles ne sont pas licites, et, pour certaines d'entre elles, de faire l'objet d'une condamnation morale. La typologie englobe donc des situations considérées à la fois comme illégales et immorales – étendant le gradient depuis le champ de la loi jusqu'aux normes sociales non écrites. Dans la dernière partie de cette contribution nous évoquons un quatrième type d'informalité, l'informalité politique, pour décrire les modalités de contact et de négociation entre les pratiquants de l'informel et les institutions.

Les informalités peuvent également être approchées du point de vue du rôle ou de la fonction qu'on leur attribue dans les processus économiques, sociaux, politiques et urbains. Considérées comme des éléments ou des facteurs de désordres du point de vue des autorités locales, les informalités ont pu être analysées comme une variable d'ajustement structurel, à l'échelle des politiques publiques, notamment sur les plans économique et urbanistique (Jütting/de Laiglesia, 2009), ou appréhendées comme des éléments de régulation à différents niveaux (Brown/Mc Granaham, 2016).

Sur la muraille d'Istanbul, occupée dans des configurations variables depuis la fin du XIX^{ème} siècle, les informalités jouent effectivement un rôle régulateur sur les plans économique, urbain et social. Mais la continuité de cette occupation dans le temps, et les récits qui s'y attachent, permettent d'aborder une autre dimension. Les décalages entre le récit d'un bas-fond dangereux et la réalité des pratiques observées montrent la construction d'une image négative de la mauvaise ville contre laquelle s'adosse et s'actualise la construction d'une image positive, d'une norme commune de la bonne ville et de la bonne manière d'y vivre. Les informalités alimentent ainsi un discours qui contribue à la construction des normes de la vie sociale.

La première partie du texte présente le terrain d'étude et les appuis théoriques et méthodologiques à partir desquels ont été produites les données discutées. Les parties suivantes explorent le rôle du récit dans le processus de construction normative : en le situant d'abord dans le cadre d'une tension structurante entre identité et altérité, puis en considérant l'évolution du processus et ses impacts sur d'autres champs (vie sociale des individus, vie quotidienne des usagers, exercice professionnel des aménageurs).

La dernière partie s'attache à considérer les implications du processus dans le domaine de l'urbanisme opérationnel et plus globalement de l'agir. L'urbanisme de projet et des bonnes pratiques qui s'impose comme modèle international met en valeur une excellence qui peut chercher à supprimer les lieux indécis et les images négatives. Une ville peut-elle se construire sans cette altérité ? Comment se recompose le travail de l'altérité quand des transformations physiques majeures interviennent ? Dans quelle mesure envisager que le projet urbain puisse simplement ignorer ces processus ?

II. Informalités à Istanbul : conflits et compromis pratiques

A. Histoire et situation de la muraille terrestre d'Istanbul

La muraille qui entoure la vieille ville d'Istanbul est un terrain parmi d'autres de déploiement de l'informalité dans l'agglomération, mais il fait partie des cas particuliers qui rassemblent les différents types d'informalités, sur une longue durée.

L'édifice a été construit au V^{ème} siècle sous le règne de Théodose II. Le tracé de la muraille excédait au départ la surface construite : les terrains situés entre le mur à l'ouest et le noyau urbain abritaient des vergers et des terrains agricoles, utiles en cas de siège. Par la suite l'étendue du domaine construit a varié à l'intérieur de ces limites, suivant les périodes favorables ou difficiles de l'histoire de la ville, et constituant la frontière symbolique de l'urbs. Le rempart a été continuellement entretenu par les Byzantins puis par les Ottomans après la conquête de la ville en 1453, ceci jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, lorsque les progrès de l'artillerie ont rendu caduc ce type de dispositif défensif.

L'édifice a perdu sa fonction militaire à partir de cette époque. Les moyens destinés à son entretien ont diminué – notamment après les secousses sismiques, qui ont toujours été les principales raisons des travaux de rénovation, et aujourd'hui encore – et les occupations non autorisées se sont développées. Les parties maritimes ont progressivement disparu durant les phases d'expansion urbaine des années 1950 et 1970, pour ne laisser en place que la partie terrestre, longue de sept kilomètres. L'exode rural et la transformation rapide de la métropole soubouliote (1 million d'habitant en 1950, 14 millions aujourd'hui) ont favorisé le développement des secteurs coutumiers de l'informalité : habitat et activités économiques. Ces informalités se sont implantées sur la muraille terrestre, derrière, dans ou entre ses trois murs successifs. Le cadre physique et le contexte ont favorisé ensuite la présence du troisième type d'informalité : les pratiques éphémères et parfois transgressives.

En 1985 un changement intervient. La ville est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Des chantiers de restauration commencent en 1986, bientôt suivis par des programmes de rénovation sans préservation archéologique qui font l'objet de critiques de la part de la Chambre des architectes et d'articles dans les médias qui dénoncent des scandales dans la passation des marchés durant les années 1990 et 2000, dans un contexte marqué par la libéralisation des activités immobilières spéculatives (Fleury, 2010). Ces opérations s'accompagnent du déplacement d'activités économiques implantées sur la muraille terrestre (tanneries, verreries, petit artisanat), du démontage progressif des habitats informels visibles depuis la rocade qui longe le rempart, et de la disparition sporadique de pratiques plus "volatiles" (commerce de rue, sociabilités). Le maraîchage reste toléré sur la partie sud, selon un mode de gestion semi-formel et opaque.

En dépit des discours des autorités locales et nationales et des opérations de force sporadiques menées avec la police ou le soutien de l'armée, sensés démontrer la détermination de la municipalité à "nettoyer" la zone, à l'exception des installations les plus lourdes, les usages informels se sont toujours réinstallés sitôt les chantiers terminés, si bien que l'emprise de l'informalité, les usages et les effectifs présents sur la muraille sont demeurés stables jusque récemment (autour d'une centaine de résidents, entre cinq cents et mille usagers quotidiens selon les variations saisonnières).

B. Les usages de la muraille terrestre dans le contexte des politiques de régénération urbaine

A l'approche de 2010 et dans le contexte des célébrations liées au programme "Istanbul capitale culturelle de l'Europe" apparaît une autre approche. Celle-ci a été testée une première fois avec les expropriations du quartier rom de Sulukule. Le quartier jouxte directement la muraille et la vie et les usages de ses habitants sont liés au

rempart. Le quartier est installé à cet endroit depuis le XI^{ème} siècle et habité majoritairement par des Roms. Il a occupé une place particulière dans l'histoire de la ville, lieu de fête, de musique et de danse dans ses tavernes, jusqu'à la période des années 1980 où des pratiques de prostitution se sont développées (Erdi Lelandais, 2014). Les tavernes ont été fermées à partir de 1992, les pratiques de prostitution se sont prolongées jusqu'à la fin des années 2000. L'opération de transformation urbaine mise en œuvre à Sulukule a donné lieu à une mobilisation locale puis internationale, mais les habitants furent expropriés et déplacés en périphérie et le quartier rebâti sous la forme d'une reconstitution de quartier ottoman traditionnel de standing moyen (Pak/Yılmaz, 2013).

Ce type de projet s'inscrit dans les politiques de "régénération" et de "transformation urbaine" (*kentsel dönüşüm*) dont les objectifs portent à la fois sur le positionnement international de la métropole, à travers une politique ambitieuse de mégaprojets, et sur une dimension plus intérieure de conformation d'un ordre social et urbain (Pérouse, 2013, 2017). Certains projets locaux ont été interprétés comme l'expression d'une volonté politique de l'AKP de changer la composition sociale des centres urbains afin de faire une place à ses élites et aux classes moyennes qui soutiennent son projet politique, culturel et économique (Montabone, 2014). Une opération similaire à Sulukule s'est développée à l'extrémité nord du rempart, dans le quartier d'Ayvan-saray.

Ces projets ont un impact sur les usages et parfois sur la configuration de la muraille terrestre, bien que ce ne soit pas, la plupart du temps, une intention directe¹. La présence du chantier et ses débordements sur le rempart peuvent bloquer les passages ou empêcher les présences. Des lieux discrets deviennent visibles, certains usages disparaissent ou se déplacent plus loin. Toutefois ces déplacements n'apportent pas toujours une plus grande sécurité, et, si la requalification du quartier cherche à transformer un espace plus vaste alentour, l'objectif n'est pas toujours atteint. La diminution de la fréquentation informelle a plus souvent pour conséquence une baisse de la densité d'occupation, et, à partir de là, du niveau de contrôle social et des rituels d'évitement, de rencontre ou de coprésence, ce qui favorise finalement des types et des modes d'usages moins pacifiés et autorégulés (Dorso, 2014).

Hormis ces projets circonscrits, aucun plan d'ensemble n'a été défini pour la muraille depuis l'inscription patrimoniale de 1985, ni sur le plan de la sauvegarde archéologique, ni sur celui de son insertion urbaine. Le plan directeur d'Henri Prost² établi dans l'entre-deux guerre prévoyait des zones *non aedificandi* autour du trempart, qui n'ont pas toujours été respectées. Le développement des parcs par la municipalité AKP rend toutefois de nouvelles constructions plus difficiles dorénavant. Des appels à détruire l'édifice pour gagner de la surface constructible avaient été lancés dans les années 1960 et parfois repris plus tard, mais sans effet, et les enquêtes auprès de la direction de planification urbaine de la municipalité centrale et du centre de planification métropolitaine ont montré que les seules actions engagées par la suite consistaient en des mesures de sécurisation ponctuelles de portions affectées par les sésimes ou la refecton de portes utilisées pour les cérémonies de reconstitution de la conquête de 1453. En 2003, les menaces adressées par l'Unesco d'inscrire la muraille sur la liste des chefs d'œuvre en péril ont suscité, en parallèle aux problèmes rencontrés dans les quartiers de Fener et Balat, un plan de sauvegarde qui proposait un simple zonage des arrondissements historiques.

¹ En 2008 et 2009, des aménagements de kiosques touristiques et d'hôtels dans des tours de la muraille avaient brièvement été imaginés.

² Henri Prost, architecte urbaniste français (1874-1959). Il a été sollicité par le gouvernement turc en 1934 pour définir le plan directeur d'Istanbul (1936-1951).

Dans ce contexte de relative déprise institutionnelle les usages informels de la muraille ont pu se maintenir et s'adapter, en dépit des discours et des démonstrations de force occasionnelles. La deuxième des trois étapes de recherche avait notamment pour objet d'expliquer les raisons et les logiques de ce maintien, qui pouvait s'apparenter à une victoire des "faibles" contre les "forts".

C. Le paradigme de la transaction sociale

Sur le plan théorique, le paradigme bourdieusien paraissait bien armé au départ pour explorer le paradoxe d'une victoire hypothétique des faibles contre les forts, mais plusieurs éléments ont amené à élargir l'analyse du conflit à d'autres approches. Tout d'abord le dévoilement progressif d'un feuilleté de niveaux de luttes, de conflits et d'arrangements, ensuite le constat que les arrangements l'emportaient fréquemment sur les conflits apparents (quand ceux-ci n'étaient pas le support de mises en scènes), enfin la prise en compte de strates historiques et surtout symboliques (Liénard/Mangez, 2015) propres à certaines situations et acteurs de terrain.

Le paradigme de la transaction sociale s'est développé autour de l'analyse de situations présentant simultanément des blocages ou tensions entre des éléments inconciliables et des compromis pratiques qui permettent des formes de résolutions transitoires (Rémy/Voyé/Servais, 1978). Ce courant de recherche s'est développé au départ en Belgique et à partir des spécificités politiques et linguistiques du contexte belge (Fusulier/Marquis, 2008), puis s'est étendu à d'autres contextes et domaines comme la ville, la famille, le monde du travail, la formation professionnelle.

L'approche s'est constituée à la croisée de la sociologie, du droit et de l'économie (Blanc, 2009). Une situation de transaction sociale rassemble des acteurs autour d'enjeux concrets, dans trois registres de relation : échange, négociation et imposition (ou rapport de force). Le paradigme s'efforce d'articuler déterminismes et rationalités : les acteurs sont en partie "agis" par la situation (il ne maîtrisent pas toutes les données ni ne connaissent ou conscientisent toutes les ressources) et en partie acteurs à travers les échanges, négociations et rapports de force qu'ils mettent en œuvre pour obtenir ce qu'ils veulent. On distingue d'ailleurs sur ce plan les intérêts (en partie conscientisés mais pas toujours explicités, selon les tactiques mises en œuvre) directement reliés aux enjeux qui les rassemblent et les valeurs, qui renvoient à des cadres normatifs et symboliques et qui, selon les situations et les groupes sociaux, peuvent être reléguées dans l'implicite ou au contraire mises en avant dans les interactions, par exemple lors de montées en généralités.

Une situation peut être structurée par plusieurs strates de tension, du structural au situationnel³. La tension entre ancrage et mobilité traverse par exemple l'histoire des établissements humains. Elle ne trouve sans doute jamais de solution, mais produit des configurations variables dans le temps et l'espace qui sont des formes de résolutions temporaires de celle-ci. Elle s'objective dans de multiples situations pratiques, sans lien les unes avec les autres. Inversement les situations pratiques qui rassemblent des acteurs autour d'enjeux immédiats peuvent renvoyer à différentes tensions structurales.

Nous examinerons le travail d'une telle tension dans la partie suivante (identité-altérité), mais nous pouvons préciser ici le processus tel qu'il s'établit dans la strate la plus manifeste. Quand les acteurs sont rassemblés autour d'un conflit ou d'enjeux concrets (par exemple : les voitures se garent sur les trottoirs de la rue et empêchent les piétons de passer ou les mettent en danger), les tensions liées à la situation concrète peuvent révéler des incompatibilités, des couples d'opposés à la fois inconciliables et

³ Nous proposons de distinguer quatre strates : structural, structurel, conjoncturel et situationnel.

inséparables (à différents niveaux : tension entre plan de déplacement urbain et moyen des politiques urbaines, tensions plus structurelles entre habitat et fréquentation commerciale...). Et pourtant la vie ne s'arrête pas, elle continue à travers des formes de compromis, qui apportent des solutions pratiques, sans éliminer la plupart du temps la tension – qui n'a pas toujours de solution définitive. Certaines d'entre elles renvoient ainsi à la dimension tragique de la vie sociale (Blanc, 2001), ce qui rend les compromis pratiques d'autant plus transitoires.

Pour cette raison l'approche en termes de transaction sociale n'est pas un paradigme du juste milieu : c'est une approche qui fait au contraire du conflit le moteur central des processus sociaux. La tension peut être réactivée de plusieurs façons : lors d'un changement de contexte ou de position d'un des acteurs. De nouveaux compromis doivent alors être élaborés. Ils demeurent des résolutions momentanées, et leur renégociation définit dans le temps une succession de séquences transactionnelles.

Ajoutons pour finir que l'existence de strates de tension peut avoir pour effet de diversifier les situations de transaction sur un gradient allant de l'explicite à l'implicite. D'un côté les acteurs peuvent ne pas avoir conscience de toutes les tensions qui innervent la situation (par exemple les tensions structurales). Mais surtout les acteurs disposent de capacités de réflexivité et d'appréhension de la situation qui peuvent être inégales, et jouer de cette inégalité pour suivre des objectifs propres et qui restent dans le non-dit (interdire le stationnement des voitures sur les trottoirs pour engager des opérations de valorisation foncière du bâti). La transaction, tout en rassemblant un ensemble d'acteurs qui se reconnaissent les uns les autres autour d'enjeux explicites, peut suivre des chemins parallèles et pas toujours également conscientisés par tous.

L'approche en termes de transaction sociale a été utilisée dans deux des trois phases de recherche menées à Istanbul.

La première phase de recherche a eu lieu en 2000 et 2001. Elle portait sur la muraille et posait la problématique de la frontière et de la territorialisation dans un contexte local de forte croissance urbaine. La phase suivante (2005-2008) interrogeait le maintien des emprises informelles dans un contexte défavorable et posait la question d'un rapport de force possiblement inversé. La troisième (de 2011 à 2016) poursuivait l'exploration de deux processus : d'un côté, l'existence de "soupapes" jouant un rôle dans les régulations globales de la vie urbaine mais aussi à l'échelle des processus de socialisation des individus ; de l'autre, l'évolution d'un récit négatif sur la muraille et ses occupations, et les raisons permettant d'expliquer les écarts aux faits observés.

Le choix du terrain lors de la première phase était en partie motivé par la rareté des travaux en sciences humaines et sociales sur la muraille (la majorité des références relevant des registres archéologique et historique). Il a donc fallu produire des données de première main. Les premières phases d'enquête ont mis en oeuvre les outils classiques des démarches anthropologique et sociologique (recherches documentaires et bibliographiques, relevés de terrain, entretiens, questionnaires, observations). Les recherches ont été menées en lien avec l'Institut Français d'Études Anatoliennes Georges Dumézil (IFEA) et nos laboratoires successifs de rattachement (EA CRESS de Strasbourg, UMR ESO de Rennes, UMR Citères de Tours, Lab'Urba de Paris). Les méthodologies employées ont ainsi permis de croiser les outils de notre formation initiale avec ceux de la géographie et de l'urbanisme.

Les enquêtes ont été réalisées sur un terrain et dans des contextes particuliers : difficulté d'accès aux informateurs (situations d'illégalité, méfiance), aux informations (institutions méfiantes, concurrences internes) ainsi qu'aux lieux (clôtures informelles, souterrains, toits, espaces protégés). Ces difficultés ont conduit à élaborer des outils et des modes d'approche spécifiques qui ont été et sont toujours une expérience motivante du travail de terrain. Le travail d'un terrain sur une longue période pose également la question du *fieldwork* (Volvey/Calbérac/Houssay-Holzschuch, 2012) entendu

dans le sens du travail en retour du terrain sur le chercheur, qui pose des questions de scientificité et d'éthique.

Aux premiers outils se sont ajoutées des élaborations spécifiques (questionnaires photos, packs multi-outils...) et des pratiques (rencontres d'informateurs, infiltrations, outils-tiers fonctionnant comme objets transactionnels) destinées à contourner les obstacles et à pouvoir produire des données sur les effectifs, les pratiques, les acteurs, le sens qu'ils donnent à leurs actes, les configurations socio-spatiales et des scénarios d'événements et de processus. Ces outils ont accompagné les phases d'immersion et d'observation participante à visage couvert – le long terme étant permis par le fait de travailler et d'habiter sur place. Lors de ces phases, le pack multi-outil (grilles d'entretiens, schémas de comptage et de relevé, mémorisés et remplis à la suite des phases d'immersion) permettait de produire des données en fonction des situations rencontrées. Les immersions ont donné lieu à des discussions déontologiques à l'IFEA et dans les laboratoires de rattachement.

Les données de terrain et les entretiens institutionnels ont été recueillis en turc, anglais ou français, selon les cas. Les sorties sur la muraille et les entretiens ont été réalisés dans plusieurs configurations : seul, avec un.e collègue de l'IFEA ou d'un autre laboratoire, avec une petite équipe de collègues. Enfin plusieurs sorties sur le terrain ont été organisées lors des sorties publiques de l'IFEA ou avec des groupes d'étudiants turcs ou français. Dans quelques cas ces sorties ont pu donner lieu à des exercices de relevé ou d'enquête (sur des terrains déjà bien connus et ne faisant pas l'objet de démarches particulières sur le moment).

La deuxième phase de recherche a montré que les informalités présentes sur le site jouent un rôle dans cinq types de régulation. Elles apportent des formes de résolution à des tensions d'ordre économique (en permettant les revenus complémentaires ou uniques fournis par l'économie grise en période de crise), urbain (en permettant des solutions ou des transitions résidentielles dans un contexte urbain contraint – par les prix plus que par le manque de logement) et social (en offrant des exutoires à des frustrations issues de contraintes économiques ou morales, en particulier dans les quartiers d'habitat populaire et traditionnel). Les "soupapes" urbaines œuvrent également sur le plan psycho-social, en offrant matériellement ou sous forme de représentation l'existence d'espaces-temps de sortie de la scène quotidienne (suivant des logiques de l'écart qui renvoient au processus de socialisation à long terme (Dorso, 2012)) et sur le plan symbolique, sur lequel nous allons revenir.

Des compromis s'établissent autour de ces enjeux de régulation : les pouvoirs publics tolèrent ou ignorent les usages informels dans la mesure où ceux-ci rendent des services utiles au maintien de la paix sociale. Ces compromis sont remis en cause lorsque les tensions initiales sont réactivées : menaces de l'Unesco concernant la sauvegarde archéologique et la présence d'usages jugés déprédateurs, problèmes avec les marâchers installés dans la partie sud, projets immobiliers attenants au rempart ou liés à "Istanbul capitale culturelle 2010", risques d'effondrements dus aux séismes. Les travaux de sécurisation entrepris sur la partie centrale de la muraille terrestre suite au séisme d'août 1999 ont par exemple abouti, non pas à la disparition, mais au déplacement d'habitats et d'une écurie installés dans les tours proches d'Edrinekapı.

D'un point de vue général le conflit sur les appropriations illégales de la muraille révèle un dédoublement du processus transactionnel. Une transaction visible et médiatisée prend appui sur des enjeux perçus comme secondaires localement (la préservation patrimoniale) afin de masquer et de protéger une transaction implicite sur la stabilisation de l'ordre social, jugée plus vitale. Les régulations produites sont efficaces mais restent illégitimes, ce qui peut poser problème à une municipalité soucieuse de se positionner sur l'échiquier des villes-mondes et dans la circulation des bonnes pratiques et des normes internationales.

C'est pourquoi, le plus souvent, la construction des compromis nécessite de rester cantonnée dans l'implicite pour pouvoir fonctionner. L'exercice est délicat et explique des retournements d'alliances : si, sur la scène médiatique ou de l'expertise internationale (polémiques sporadiques avec l'Icomos et l'Unesco), les autorités disent combattre les informalités, les impératifs locaux en termes de paix sociale et de régulation urbaine font en partie converger leurs intérêts avec ceux des occupants. Une série d'accords, de pratiques et de compétences viennent ainsi protéger ces processus, notamment pour les invisibiliser – nous y reviendrons. Ceux-ci restent néanmoins fragiles. Les cas de reconstructions de quartiers limitrophes de la muraille à Sulukule et Ayvansaray montrent que ces compromis peuvent être remis en cause quand des intérêts plus puissants entrent en jeu.

III. La construction du récit

A. Altérité et construction identitaire

C'est dans sa dimension anthropologique que l'approche en terme de transaction sociale amène la question de la tension identité-altérité. Reprenant en partie l'approche de Simmel (1991a), le paradigme cherche à identifier les tensions structurantes qui innervent les situations transactionnelles et qui prennent la forme de couples d'opposés à la fois inséparables et inconciliables. Deux paradoxes observés sur le terrain ont permis d'identifier le travail de la tension identité-altérité comme l'une de ces dualités structurantes.

Le premier porte sur l'écart entre la déprise institutionnelle qui frappe le site toute l'année et son réinvestissement ponctuel, un jour par an, pour la mise en scène des célébrations de la conquête de la ville par le sultan Mehmet II, le 29 mai 1453. La déprise renvoie à la question récurrente dans l'histoire locale de l'antériorité spatiale. Les signes d'une occupation antérieure (dont la muraille est l'un des éléments les plus manifestes) viennent heurter les mécanismes de construction identitaire qui fonctionnent sur l'exclusion et sont fortement centripètes. L'espace demeure une ressource centrale dans l'élaboration des identités (Gervais-Lambony, 2001). Ces processus s'incarnent principalement dans les discours et les actes des institutions et dans la production de l'histoire officielle, constamment réécrite (Pérouse, 2013). Les cérémonies guerrières de reconstitution de la conquête de la ville représentent des moments de résolution de la tension interne au processus de construction identitaire, travaillé par la question problématique de l'Autre⁴. La récurrence annuelle des cérémonies et leur tonalité violente montrent que si la ville doit être "prise" chaque année, c'est sans doute qu'elle ne l'est toujours pas, et, probablement, qu'elle n'est pas près de l'être. Ces cérémonies, et plus globalement l'écart entre déprise et surinvestissement, composent les symptômes d'une construction identitaire mouvante, et expliquent en retour pourquoi ce lieu précisément reste livré à une forme d'indécision propice à son appropriation informelle.

Le second paradoxe porte sur l'écart entre les discours associés à la muraille terrestre et ce qui s'y passe concrètement. Il nous fait quitter le champ de la construction identitaire pour passer dans celui de la construction normative.

B. Normes

La notion de norme sociale ou collective a évolué depuis les travaux de Durkheim entre les conceptions issues de l'anthropologie et les variations historiques proposées

⁴ Les résolutions peuvent aussi passer par le déplacement ou la fondation des lieux fortement "identitaires" sur le plan de l'histoire collective et placés sur des terrains "neufs" ou "vierges", comme dans le cas des capitales pakistanaise (fondation d'Islamabad) et turque (déplacement de la capitale à Ankara) (PÉROUSE J-F., 1994, 1997).

par la sociologie. Les normes sociales peuvent d'abord être entendues comme un corpus d'images et de valeurs partagé et utilisé par les individus d'un groupe social (Ramognino, 2007). L'un des premiers problèmes que pose cette notion est de situer le point de départ de la construction de la norme : extérieurement aux individus (rôle premier des structures ou des institutions sociales) ou résultant de leurs interactions (rôle premier des rationalités et actions individuelles qui construisent les structures par agglomération). Dans tous les cas un double mouvement opère entre les normes et les acteurs (ou agents) : ceux-ci intériorisent les normes et les mettent en œuvre dans leurs actes, s'en servant pour agir dans les différents domaines de la vie collective.

Le contexte normatif maintient l'ordre social et permet aux individus de s'y mouvoir, plus ou moins librement. Il offre à la fois des balises, des routines, et des outils cognitifs. Ceux-ci sont intériorisés par les individus au cours de leur processus de socialisation. Si d'un point de vue anthropologique le lien s'établit entre la normativité collective et l'autonomie individuelle, la variation des contextes historiques a produit des controverses dans le champ sociologique : comment poursuivre l'analyse de ce lien dans les contextes d'affaiblissement des cadres collectifs, de post-modernité ou du développement (ou de la reconfiguration) de l'individualisme (Lahire, 2013) ?

Dans le contexte d'une relativisation croissante des valeurs et de dé-/re-régulation des situations vécues par les acteurs, Ramognino propose de considérer la norme comme un outil cognitif et l'institution comme un dispositif cognitif collectif qui permet de rendre compte de la permanence du processus d'institutionnalisation des valeurs et des routines.

Dans ce cadre on considèrera la construction normative comme le processus par lequel se construisent les valeurs, images, repères et ressources symboliques : 1/ par un double mouvement d'intériorisation et d'extériorisation au niveau des individus ; 2/ par la diffusion de ce corpus dans le collectif et sa reconnaissance via la communication entre les acteurs ; 3/ par l'évolution et l'actualisation de cette construction dans le temps (et notamment ici au cours des événements observés) et par les moyens déployés pour la réalisation de cette actualisation et sa diffusion.

C. Altérité et construction normative

Le terme de “coupe-gorge” est récurrent dans les discours pour décrire ce qui se passe sur la muraille : les personnes rencontrées aux abords du rempart mettent en garde contre des risques dans ces lieux caractérisés par la saleté et le danger :

Moi je vends ici mais il ne faut pas entrer à l'intérieur des murs, dans les murs c'est des gens qui boivent, c'est tout ce qu'il y a dans les murs (Ethem⁵, vendeur de rue (briquets, mouchoirs), 25 ans).

Il ne faut pas se promener ici, c'est dangereux. Tu vas attraper un coup de couteau, tu vas te faire agresser (Cem, usager marchant sur les abords, 30 ans).

Les endroits sont prétendument fréquentés par des personnes peu recommandables et généralement dangereuses, des buveurs, des voleurs, des *tinerci* – sniffeurs de colle, parfois assimilés aux toxicomanes en général, ou, dans d'autres cas, aux enfants des rues :

⁵ Les prénoms ont été changés, l'âge est une estimation dans la plupart des cas.

En journée c'est tranquille, mais dès que le soleil se couche il y a des voleurs, ils boivent, ils pissent, ils prennent ton argent, ils te donnent un coup de couteau (Mehmet, assis sur d'anciennes marches, 60 ans).

C'est bien cet endroit, mais il y a des gens qui viennent tout casser, qui salissent, tu vois ces bouteilles... Et il y a eu le feu aussi (Ömer, promeneur sur la muraille, 50 ans).

Il ne faut pas se balader sur le mur, il y a des dangers, il y a des sniffeurs, on peut se prendre un coup de couteau (Ozan, commerçant en linge de maison, 45 ans).

La première caractéristique de ce discours est qu'il réunit l'ensemble des acteurs impliqués de près ou de loin dans la situation : institutions municipales, expertise internationale, habitants des quartiers riverains, médias locaux et nationaux – et même les guides touristiques pour les étrangers qui, jusqu'à la fin des années 2000, mettaient en garde contre la dangerosité d'une exploration des murailles :

Il y a des gens qui ne travaillent pas, qui boivent, et pour les personnes qui vont là-bas c'est un danger aussi (Chargée de projet à la Direction de la planification urbaine de la Municipalité du Grand Istanbul, 35 ans).

Il y a beaucoup de "dégénération" par là-bas, de la vente de femmes, c'est trop peuplé (Chargée de projet au service Müzekent (ville musée) du Centre de la Planification Métropolitaine, 40 ans).

Mais sur le terrain les enquêtes et les immersions longues montrent autre chose. Quelques endroits ou moments sont en effet à éviter – les chantiers de requalification de quartiers adjacents pouvant étendre des endroits sensibles déjà connus. Mais sur la majeure partie des sept kilomètres, les pratiques d'évitement, de coprésence ou de coopération dominant. Ces pratiques passent par des codes ou des rituels (dans la rencontre, le déploiement d'objets personnels) qui permettent la cohabitation des usages informels dans les différents registres observés : habitat, commerce, activités agricoles, sociabilités, infractions aux règles de la vie quotidienne. La densité locale de certains usages n'est pas une source de danger : sur un processus analogue à celui qui régule les espaces publics, la densité augmente le niveau de contrôle social et permet une régulation plus attentive et pacifiée des interactions. C'est l'intérêt de tous les usagers et un intérêt bien compris.

Le discours sur la muraille "bas-fond" ou "coupe-gorge" ne correspond donc ni aux faits vécus sur le terrain, ni au sens que les acteurs leur confèrent en situation. Pendant leur pratique, les personnes parlent plutôt de ce qu'elles font, de la liberté ou de la tranquillité offertes par les lieux :

Regarde, ici je suis bien, je viens tout seul, je mets ma radio, j'écoute, je regarde la route en bas, c'est là où je suis le plus tranquille (Bülent, usager installé devant Edirnekapi, 55 ans).

Ici c'est calme, je mange mon pain et mon fromage, tu en veux ? Et tu peux cueillir de la roquette sauvage. C'est le paradis ici, non ? (Ahmet, usager, 45 ans).

On n'abîme pas, on prend soin des choses (Elias, occupant de la crypte de Silivrikapi, 40 ans).

On souffle, ici (Metin, promeneur sur une crête, 35 ans).

Sur le segment le plus au nord, des femmes âgées pratiquent la cueillette de plantes sauvages, rappelant, sur certaines portions, l'usage du "jardin" (*bahçe*), prisé par la culture ottomane puis turque. Ces usages donnent également des indications sur la place des femmes dans les différents espaces de la muraille terrestre. Certains endroits proches des chantiers de régénération urbaine et moins densément occupés, vers Top-

kapı notamment, présentent des risques de mauvaise rencontre et ne sont pas sûrs pour les femmes. Mais sur la partie sud, largement occupée par le maraîchage, les femmes sont aussi nombreuses, voire plus, que les hommes dans les parcelles et les espaces de circulation : elles cultivent la terre tandis que les hommes assurent le transport et la vente à l'extérieur. Certaines d'entre elles tiennent des étals de vente directe à Yedikule. Des squats et campements de fortune dans des parties de tour ont également été occupés par des femmes jusqu'en 2015.

Enfin les enfants sont très présents sur la muraille, terrain de jeu prisé et, dans certains cas, terrain d'apprentissage des petits métiers informels (commerce, circulation et péage de voitures aux portes étroites).

Comment expliquer le décalage entre le discours négatif porté sur le site et la réalité des pratiques observées sur le terrain ? Nous faisons l'hypothèse en commençant la troisième phase de recherche que ce paradoxe montrait la construction d'un récit dont l'utilité n'était pas d'abord, ou pas seulement, de protéger le passant des risques de s'aventurer dans la muraille mais mettait en jeu une conception plus large de l'usage de la ville.

La figure la plus intéressante du paradoxe est celle des usagers eux-mêmes. Rencontrés dans les quartiers environnants, dont ils sont souvent des habitants, ils participent activement aux mises en garde et au discours de désignation du "bas-fond" :

Tu vas voir des choses scandaleuses (Mehmet et son fils Attila, devant leur maison, 40 et 15 ans).

Regarde ce qui est arrivé à la touriste américaine, c'est comme ici, un type qui boit, qu'a pas toute sa tête et crac, qui la poignarde (Kemal, passant à porte d'Edrinekapı, 40 ans).

Alors là, les animaux, les véhicules, les carrioles et les squats, c'est interdit ! Avant il y avait cent cinquante mètres de *gecekondü* autour du mur. Maintenant c'est rasé, tout est interdit ! Mais ils vivent là, quand même, tout le monde s'en fout ! Le soir, attention, c'est dangereux : il y a de l'alcool, du raki, du vin, et aussi de l'héroïne (Bahar et Can, assis dans la cour de la mosquée Mihrimah, 60 ans).

Pourtant, on les retrouve un peu plus tard impliqués eux-mêmes dans les pratiques informelles sur le site, y compris les plus transgressives. Cette duplicité renvoie à une tactique de protection des lieux (maintenir le privilège ou la liberté de l'usage de tel ou tel endroit en entretenant sa mauvaise réputation), mais également à un maniement plus stratégique de la tension identité-altérité, qui fera l'objet de la partie IV de cette contribution.

L'histoire des quinze dernières années montre comment la construction du discours sur le danger est régulièrement entretenue et actualisée, notamment par les médias. Les éboulements qui suivent les séismes ou la dégradation naturelle relaient l'image de lieux livrés à l'abandon ou à la déprédation. En février 2013, l'affaire de la disparition d'une touriste américaine à Cankurtaran, près de la pointe du Sérail, dans une ancienne portion des murailles maritimes, provoque un scandale. La municipalité d'arrondissement désigne à nouveau les murailles comme lieu de perte, associant deux sites physiquement coupés l'un de l'autre, à plusieurs kilomètres de distance. Les médias locaux et nationaux (presse et télévision) relaient ces discours. Le cycle se termine lorsque la municipalité centrale finit par rejeter un plan de sécurisation et de vidéosurveillance proposé par la mairie d'arrondissement de Fatih. Mais l'événement a permis de réveiller et de mobiliser l'image du repoussoir. Plus récemment, des journaux (presse écrite et en ligne), relayés par des blogueurs puis des sites d'information

touristique, ont médiatisé, en deux épisodes, le scénario de la dégradation d'une crypte byzantine du IV^{ème} siècle⁶ sans apporter de nuance quant aux actes posés et aux différents acteurs impliqués.

L'ensemble des discours négatifs produit une image déformée mais largement acceptée, y compris par ceux-là mêmes qui connaissent, pratiquent les lieux et vivent les situations. Cette image définit une mauvaise ville, de mauvais comportements, de mauvaises personnes, par rapport auxquelles les individus ou les institutions vont identifier et définir les normes de la bonne ville, l'identité du bon citoyen, les bons usages. Elle compose une altérité fondatrice (Augé, 1992, 1994 ; Sabila, 2001) par rapport à laquelle se définissent, en miroir, les normes positives de la ville et plus globalement de la vie sociale. On voit à l'œuvre un processus de "mise en altérité" (Jodelet, 2005), qui, portant sur les normes plus que sur l'identité d'une communauté, repose moins sur des personnes physiques que sur des images, des lieux et des figures. Pour Jodelet cette mise en altérité entre dans le registre de "l'altérité du dedans", du fait de son utilité et de sa destination (les normes de la vie commune), alors que "l'altérité du dehors" désigne des figures extérieures par rapport auxquelles se continue le périmètre du groupe et les mécanismes d'inclusion et d'exclusion (2015 :26).

L'originalité du processus vient de ce qu'il repose sur un certain nombre de figures qui, la plupart du temps, demeurent abstraites : on ne désigne jamais, dans les entretiens ou lors des observations participantes, telle ou telle personne, mais des catégories générales. Les discours sur la consommation d'alcool, la sexualité, la paresse ou le crime par exemple, dominant, et sont directement reliés à la construction normative. Ils permettent aux locuteurs de situer les bons usages et les normes, et, surtout, de se situer eux-mêmes.

Des incarnations humaines, bien qu'anonymes, existent également. Elles se sont pendant longtemps fixées sur les figures du Stambouliote et de l'Anatolien – terme qui désigne les ruraux qui arrivent des campagnes, ne connaissent pas la ville, auraient des comportements déprédateurs. Cette figure dessine en creux celle du stambouliote, qui connaît les bons usages de la ville, et permet d'établir la différence entre urbains et ruraux (ou non-urbains) dans un contexte d'urbanisation rapide (Erman, 2014) et de passage du rural à l'urbain (Rémy, 1998).

IV. Le travail de l'altérité

A. Usages de l'altérité

Ce processus de construction normative opère au niveau collectif de la vie sociale, comme en témoigne son usage par les différentes catégories d'acteurs. Mais il est aussi saisi à d'autres niveaux, qui amènent à articuler les niveaux d'interprétation anthropologique et sociologique. Le passage du niveau collectif au niveau individuel montre comment le processus, en se déployant, se trouve reconnu et renforcé.

Les discours des individus sont pour partie le produit de stratégies de positionnement ou de distinction, dans des champs sociaux qui sont eux-mêmes marqués par des inégalités et des rapports de force ou des luttes internes. Dans ce contexte, le langage est un outil important, outil de pouvoir sur un plan général, mais aussi outil pratique dans les actes de positionnement dans l'espace social (Bourdieu, 1979). Être en mesure de désigner l'autre et de produire un discours analytique (positif ou négatif) place

⁶ *Hürriyet Daily News* (23 août 2014), <http://www.hurriyetaidailynews.com/byzantium-king-tomb-turning-into-garbage-dump-70772> ; *Greek Europe Reporter* (25 août 2014), <http://eu.greekreporter.com/2014/08/25/istanbul-byzantine-tomb-turned-into-dump/> ; blog *Orange taste good* (non daté, 2016), <https://orangestastegood.wordpress.com/2015/01/04/ancient-city-ancient-crypt/> ; blog *Culture City Istanbul* (1 mars 2017), <http://culturecityistanbul.blogspot.fr/2017/03/emperor-theodosius-hipoje.html>.

l'individu en position favorable ou surplombante par sa maîtrise et sa connaissance. Le pouvoir de désignation est un outil utilisé de plusieurs manières (assurer, défendre ou accéder à une position) dans les rapports sociaux.

Dans les entretiens réalisés auprès des usagers et dans les institutions locales ou internationales la désignation du "bas-fond" et des figures négatives est liée à la façon dont le locuteur présente ou défend sa position, celle de son groupe ou celle de son institution.

Cet enjeu apparaît d'abord sur le plan personnel. Dans les trois exemples qui suivent, désigner les mauvais usages, lieux, temps ou personnes, permet au locuteur de faire la preuve de son intégration sociale (je connais les codes et les normes), puis de situer sa position de façon favorable (en étant en mesure de faire la critique du mal, je montre que je suis du côté du bien). Ce mécanisme présente des variations selon les types d'interviewés.

Le premier exemple éclaire le paradoxe des usagers évoqué plus haut : les critiques les plus dures et les images les plus négatives viennent des personnes qui vivent au quotidien à côté de la muraille. Ce sont des habitants des quartiers riverains qui, comme on l'a dit, sont la plupart de temps eux-mêmes des pratiquants du site. L'enjeu de distinction est important : les positions de pauvreté et de marginalité sur lesquelles s'élabore le récit de la muraille sont plus proches d'eux en termes socio-économiques. Il s'agit, par un discours plus ferme et plus critique, d'exorciser les risques, d'affirmer avec plus de force la différence avec ces figures. La construction s'adosse ici à une autre tension associant distance et proximité (Simmel, 1990, 1991b ; Joseph, 1998). Dans leur article fondateur sur les voisinages et les changements de population dans les grands ensembles en France à la fin des années 1960, Chamboredon et Lemaire montrent comment une proximité spatiale vécue par certains habitants comme contraire à leurs aspirations peut générer des pratiques ayant pour but d'établir une distance sociale, protectrice ou favorable au déploiement de leurs stratégies (Chamboredon/Lemaire, 1970).

On trouve une attitude opposée chez les intellectuels appartenant aux classes supérieures de la société locale. Le discours recueilli auprès d'experts ou de spécialistes turcs du patrimoine urbain repose encore sur une désignation négative des usages et, souvent, sur une distinction tranchée entre stambouliotes et anatoliens (car un enjeu interne à leur propre champ social est souvent d'affirmer une plus grande ancienneté familiale d'*istambullu*), mais les descriptions plus détaillées se teintent d'une compassion pour des figures de clochard, d'errants (sur un registre nostalgique illustré par exemple par le travail photographique d'Ara Güler) ou de Roms.

Quand, dans une société, il y a des couches sociales qui sont un petit peu en exergue, en dehors de la société, ça aussi ça se répercute dans l'implantation spatiale à l'intérieur de la ville (Membre de l'Association des Archéologues de Turquie, 55 ans).

Quand on lit la littérature populaire ottomane du XIX^{ème} siècle, peut-être avant aussi, on sait que les alentours des murailles, l'intérieur même des murailles étaient fréquentés par des gens, enfin, pas très, comment dire, comme il faut (Membre de l'Association des Archéologues de Turquie, 55 ans).

C'est très vivant, c'est quand même aussi des gens très agréables pour Istanbul (Architecte, professeur d'université, 50 ans).

Il y a toujours eu des *bostan* (maraîchage) mais l'intérieur des murailles, la passe intérieure des murailles, a une grande importance dans le folklore stambouliote (Urbaniste, spécialiste du patrimoine, professeure d'université, 50 ans).

Il faut développer la vie autour, ne pas chasser les gens, ce sont des migrants mais ils sont quand même devenus citoyens du quartier (Directeur d'ONG, 45 ans).

La compassion est ici dénuée de risque d'assimilation et peut librement se déployer. Elle peut générer une empathie et, dans certains cas, croiser les discours critiques sur les politiques urbaines menées par les autorités municipales et nationales, voire amener dans certains cas les locuteurs à rejoindre des mouvements de mobilisation créés ailleurs (Mobilisation pour la sauvegarde des murailles, active à partir de 2005), ou des groupes d'opposition qui vont défendre les habitants des quartiers limitrophes affectés par des projets municipaux, ou encore les maraîchers lorsque ceux-ci sont menacés d'expulsion.

Troisième cas enfin, les professionnels de l'urbanisme affrontent un double problème avec le discours négatif et le processus de mise en altérité d'un site urbain qu'ils sont censés gérer avec compétence et efficacité. Deux champs normatifs entrent en friction : celui de leur champ professionnel, et celui des normes communes de la vie urbaine et sociale dans lequel ils se positionnent en tant qu'individus. Ils affrontent dans cette situation l'équivalent d'une double transaction identitaire (Dubar, 1998). Les codes (voire les pressions) en termes d'efficacité sur l'exercice de leur métier les amènent à éluder la question des usages mêmes de la muraille pour concentrer leur discours sur la conservation physique du bâti :

Non, nous ne savons pas. Nous n'avons pas pu faire de travail sur ces personnes. Mais, autour des murailles, sur le plan, on a les espaces verts, nous avons protégé les murailles, et une zone tout à fait verte (chargée d'opération à la Direction de la planification urbaine de la Municipalité du Grand Istanbul, 35 ans).

Pour la muraille il n'y a pas de projet d'ensemble, mais des opérations sur des points particuliers (Chef de service à la Direction de la construction de la Municipalité du Grand Istanbul, 50 ans).

Cette diversion permet de maintenir leur légitimité en termes de compétences professionnelles, impératif parfois rendu sensible dans le cas de conflits ou de concurrences internes à un service ou entre services. Il ne faut pas perdre la face, et il ne faut pas non plus se mettre en porte-à-faux. Mais une fois le micro éteint, les échanges en *off* laissent apparaître les images négatives, quand l'enjeu d'identification professionnelle cède le pas à l'identification personnelle :

Au niveau de l'usage, c'est utilisé, c'est un peu bidonville (Chargée de projet au service Müzekent du Centre de la Planification Métropolitaine, 40 ans).

Une fois que c'est fini (les chantiers) les gens reviennent, ils font des dégâts (Membre du service Müzekent du Centre de la Planification Métropolitaine, 40 ans).

B. Statuts de l'altérité

Que désigne et que produit concrètement la mise en altérité ? Sur le plan théorique, le processus est souvent décrit à partir du pôle identitaire, qui s'établit sur la construction d'une différence, puis sur sa montée en altérité (Jodelet, 2005). En se portant sur des groupes ou des individus, cette construction est susceptible de mener à la constitution d'altérités radicales sur lesquelles vont s'élaborer, sinon toujours du conflit, au moins des processus de stigmatisation et d'exclusion.

A Istanbul, le discours sur la muraille-repoussoir désigne d'abord un lieu, présenté comme dangereux et risqué. Mais le lieu n'est pas diabolisé en lui-même. Il sert de support à des pratiques, à des actes et à des gestes qui sont condamnés : consommation d'alcool et de stupéfiants, pratiques sexuelles, agressions, paresse... La plupart du

temps les pratiques ne sont ni situées, ni exemplifiées. Le discours désigne enfin plus souvent les pratiques que les individus qui en sont responsables, ceux-ci restant désignés par des catégories générales : les sans-logement, les sans-travail, les sniffeurs de colle, voire les ruraux ou les Anatoliens, plus rarement les Roms. Ces désignations restent vagues et sont peu incarnées dans des individus réels. Il s'agit plutôt de figures, ce qui peut certes contribuer à la mise en altérité radicale et à l'exclusion formulée par Jodelet sur un plan plus général (discours anti-Roms, anti-Kurde, anti-chômeurs), mais sur le site il n'y a pas eu, sur la période considérée, de persécution.

La production concrète de la mise en altérité, le support du processus de construction normative, est un récit : une fiction partagée, véhiculée, actualisée – et parfois instrumentalisée, quand on passe du niveau collectif au niveau individuel.

On peut voir dans la prédominance des adjectifs (sale, dangereux, risqué, malsain...) sur les substantifs un indice supplémentaire de cette logique : les qualificatifs et les qualités sont plus importants que les faits ou les personnes.

V. Le récit et l'action urbaine

A. Les difficiles conditions d'existence des supports matériels de régulation

Pour se déployer, le récit demande certaines conditions : le maintien d'un support physique dans le temps et la circulation du discours (partage, reconnaissance, actualisation). La question du support permet de relier ces éléments à d'autres travaux menés en France et au Chili à travers la notion de "lieu indécis" (Dorso, 2003). Le terme désigne des espaces-temps doublement caractérisés par une forme de déprise institutionnelle (lieux mutables, espaces vacants, interstices, de même que des lieux fonctionnels mais sous-utilisés) et par la plasticité des discours et des appropriations qui s'y déploient (variété des pratiques, des moments, des groupes, et du sens conféré aux actes). Selon le point de vue adopté, cette indécision peut faire figure de manque ou de ressource : elle permet l'existence de soupapes urbaines, qui sont des opérateurs de régulation à plusieurs niveaux (économique, social, urbanistique, symbolique, normatif) et que l'on retrouve dans des contextes divers.

Cependant l'existence de ces soupapes et des lieux indécis pose problème aux autorités instituées et aux acteurs de la planification urbaine et plusieurs solutions se présentent à eux : les réduire, les transformer ou les ignorer.

La gestion des informalités avec lesquelles composent les autorités publiques peuvent tendre vers des formes de régularisation et de transaction (Berry-Chikhaoui/Deboulet, 2000), mais la circulation des modèles urbains (Bourdin/Idt, 2016), en particulier dans le contexte des concurrences ou des échanges internationaux, tend à produire des projets toujours plus intégrés et contrôlés. Le champ professionnel des urbanistes évolue vers une demande de plus grande maîtrise sous l'effet combiné de plusieurs facteurs : l'augmentation des coûts des projets (qui sont aussi plus systématiquement évalués) ; le développement des pratiques et des outils techniques de production de connaissances et de données dans les phases de diagnostic ; la programmation et le travail sur la maîtrise d'usage, enfin, qui désigne la pratique effective par les habitants et les usagers des aménagements après livraison. Une "excellence" se dessine ou s'actualise, à travers notamment le développement et la circulation de "bonnes pratiques" (Arab, 2007), qui tendent à privilégier des projets et des opérations convergents, et qui tolèrent moins souvent les résidus ou les interstices. L'imprévu et l'incertitude peuvent être au cœur des préoccupations (Zepf/Ramirez-Cobo, 2017) mais, que ce soit pour les éviter ou en faire une ressource positive de projets permanents (reposant en partie sur les logiques habitantes) elles produisent des formes de connaissance et d'institutionnalisation qui tendent à réduire les zones d'ombres ou les délaissés en intégrant toujours plus fortement les espaces, les acteurs, les process. Le chantier lui-même, à l'échelle du terrain, devient projet pendant le temps du projet (Grollier,

2013) : il produit un aménagement maîtrisé, qui ne laisse plus de place aux temps et aux espaces flous de la latence.

Ce contexte et la complexification croissante des connaissances malmènent l'existence des lieux indécis. On a évoqué les opérations, aux abords de la muraille, qui ont provoqué la disparition de lieux de pratiques. En France les politiques de renouvellement urbain et de densification amènent une exploitation pressante de tous les espaces encore non-construits ou non officiellement utilisés, comme les friches, certains fronts d'eau ou les abords d'infrastructures – autant de lieux qui peuvent jouer à des degrés divers ces rôles de soupapes urbaines.

Dans le cas de projets urbains pilotés sans ou contre les populations locales, des mobilisations et des résistances s'organisent parfois – ce fut le cas dans le projet de Sulukule, de 2005 à 2013. Mais les mobilisations ne se cristallisent pas dans le cas des lieux indécis et des informalités labiles du troisième type. D'une part, les logiques à l'œuvre (logiques de l'écart notamment) excluent toute forme d'institutionnalisation, car elles reposent précisément sur un retrait temporaire du champ normatif commun. D'autre part, ces pratiques sont le fait d'individus ou de petits groupes qui cherchent l'isolement et la tranquillité, et ne se relient pas entre eux.

B. Vices et vertus des informalités : questions éthiques et pratiques

On peut donc faire le constat d'une fragilité et d'un risque pour ces processus, qui ouvre sur deux remarques.

Premièrement ces situations posent la question du sens de l'intervention sur les processus non (ou différemment) institutionnalisés. Les informalités et les régulations spontanées peuvent revêtir un caractère vertueux quand on considère qu'elles laissent des marges de manœuvre immédiates aux plus faibles. Mais, en l'absence de tiers régulateurs, elles peuvent aussi entretenir des situations d'inégalité et d'assujettissement sur le long terme. Cela devient une question éthique à la fois en termes opérationnel (intervenir ou non) et de recherche – et sur ce plan la question se scinde encore en deux directions : neutralité *vs* engagement dans l'une ou l'autre voie (laisser-faire ou régulation), mais aussi retrait du chercheur pour ne pas interférer sur des processus de régulation spontanée discrets et fragiles.

Deuxièmement ces constats ont déjà généré des orientations pratiques dans le champ opérationnel et dans la formation à l'aménagement. Diminuer le niveau de maîtrise, accepter des formes de déprise relative sur la conduite des projets ou laisser une plus large part à la production spontanée signifie que certains acteurs (dans la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre) vont accepter de diminuer une part de leur pouvoir sur la situation. Cette question ouvre sur quelques perspectives concrètes, dans les projets d'aménagement modulable par exemple. La question se pose de façon tout aussi délicate dans les formations en urbanisme et en aménagement, où les perspectives alternatives se confrontent aux exigences traditionnelles du champ professionnel en termes de compétences et d'employabilité. Les enquêtes d'insertion menées dans les instituts ou écoles indiquent l'émergence de nouveaux emplois et débouchés, ainsi que l'évolution interne de certains métiers établis – parfois connectés au champ militant et aux collectifs (qui sont eux-mêmes souvent des sas d'attente de l'insertion professionnelle, où peuvent infuser démarches et compétences expérimentales).

C. Informalité politique et formes d'intelligence implicite de production de l'espace

Tournons-nous pour finir vers des solutions inventées localement. A Istanbul, des compromis sur la tolérance des lieux indécis résolvent une tension entre, d'un côté, la conscience du rôle régulateur joué par les soupapes urbaines, et, de l'autre, les problèmes de légitimité et de compétence qui touchent les agents des institutions. Ce compromis s'établit sur un plan pratique en organisant une forme de non-connaissance des

faits. En “ne sachant pas” – et en ne mettant pas en place ou en n’utilisant pas correctement les outils de production de connaissance (Mangez, 2009, 2012) – certains agents au sein des services municipaux protègent les faits et, ce faisant, se protègent eux-mêmes de procès éventuels en incompetence. Cette non-connaissance est plus une compétence qu’une lacune : elle apparaît comme une pratique orientée vers un ou des objectifs définis, même si son niveau de conscientisation varie selon les acteurs institutionnels et leur position dans les services. Elle redessine également dans une certaine mesure le rapport de pouvoir que constitue la production d’une connaissance de l’un sur l’autre, sinon en inversant le sens du regard, du moins en l’atténuant et en le brouillant.

Dans son étude sur le quartier informel de Kibera, dans l’agglomération de Nairobi, au Kenya, Jean-Baptiste Lanne propose la notion de “pacte mensonger” pour désigner les récits qui s’élaborent autour de la vie et du fonctionnement d’un quartier, et qui circulent entre les habitants et les représentants locaux du pouvoir politique et administratif (Lanne, 2016). Le mensonge fait partie intégrante de la structuration de la vie locale car il participe d’une convergence d’intérêts des différents acteurs :

[...] à Kibera, le mensonge peut être interprété comme un pacte au cours duquel les différents acteurs s’accordent non pas sur des faits tangibles, mais sur une idée commune – et profitable au plus grand nombre –, du vraisemblable (Lanne, 2016 :§3).

Ce pacte sert d’opérateur à la construction d’une identité locale et contribue à fixer des normes de vie et de comportement. Il définit deux types d’altérités : une altérité du dehors (ceux qui n’entrent pas dans le pacte), et une altérité du dedans (ceux qui, le dénonçant ou le trahissant, en sortent, mais peuvent, au prix d’un parcours rédempteur, y revenir). La construction d’un “mentir-ensemble” est ainsi au cœur du processus de construction communautaire.

Cette renégociation permanente ou potentielle du pacte à Kibera, tout comme les successions de séquences transactionnelles à Istanbul, révèlent les rapports qui s’établissent entre les champs de l’informel et les institutions, et permettent d’évoquer un quatrième type d’informalité, transversal aux trois autres. Dans l’informalité politique, les rapports ne sont ni binaires ni stables : les enquêtes de terrain montrent les enchevêtrements de rôle, les tuilages des domaines de négociation, les variations de positions et d’intérêts dans le temps. Mais ils sont productifs. L’informalité politique caractérise ces rapports et relations qui s’établissent entre l’institué et le non-(ou différemment)-institué (Jacquot/Sierra/Tadié, 2016). Ces rapports s’établissent et se régulent ici à travers la construction d’un discours fictionnel, et par le dédoublement des niveaux d’expression entre l’explicite (le récit, visible, su, connu) et l’implicite (négaration ou ignorance de faits, mécanismes d’accord et d’adhésion à la fiction).

Les exemples de la muraille terrestre d’Istanbul et du quartier de Kibera à Nairobi montrent deux exemples de pratiques institutionnelles de gestion d’un territoire qui s’appuient sur des mécanismes d’informalité politique. Dans des contextes marqués par des difficultés (économiques, sociales ou politiques) pour une partie de la population, ces pratiques permettent le maintien ou le développement de modes de fonctionnement partagés bien qu’illicites, et des supports utiles aux modes locaux et spontanés de régulation. Ce constat laisse de côté le jugement moral immédiat (par exemple : le récit est efficace en termes de construction normative mais produit un monde injuste) pour ouvrir à une réflexion sur la circulation plus large des modèles : on observe des formes d’intelligence implicite de l’aménagement et de gestion de l’espace qui laissent une part du pouvoir aux actions spontanées, locales, moins instituées. Cela mérite d’être regardé dans le contexte dit “des nords”, où sont formulés des bilans critiques sur les dispositifs institués de participation. Cela permet aussi de relativiser les discours

condescendants des “nords” sur les “suds” en termes d’incompétence ou de calquage des standards internationaux.

En revanche, la mise en altérité sous-tendue par le processus de construction des deux récits affecte différemment les personnes. La fiction s’établit à chaque fois sur un mensonge partagé, mais le récit stambouliote ne contribue pas d’abord (voire presque pas) à exclure des individus ou des groupes, au contraire du pacte qui relie les habitants de Kibera. Le premier renvoie à un processus de construction normative tandis que le second englobe un processus de construction identitaire – évoquant la distinction qu’établissaient les premiers sociologues entre société et communauté.

VI. Conclusion

Le récit du “coupe-gorge” stambouliote permet d’approcher l’économie d’une régulation symbolique : production, actualisation et circulation d’une fiction destinée à désigner le bien et le mal, à construire et à baliser le champ normatif. Le processus repose sur la mise en altérité d’un lieu, de pratiques, de comportements et de qualités, mais ceux-ci restent le plus souvent abstraits et désincarnés.

La spécificité de ce processus ouvre sur plusieurs perspectives. D’un côté les résultats questionnent la nécessité d’une borne négative dans l’élaboration des normes positives ou communes de la vie urbaine et plus globalement sociale. Ce processus tend-il vers l’invariance ? Une construction normative peut-elle s’élaborer sans s’appuyer sur une altérité négative ? Le travail de recherche poursuit l’exploration de cette perspective en ouvrant la comparaison sur de nouveaux terrains en France et en Albanie, interrogeant dans un premier temps l’hypothèse d’une diffusion étendue du récit de la mauvaise ville à partir de situations locales marquées, comme à Istanbul, par le temps long.

Le travail doit également se poursuivre à Istanbul, où les opérations récentes de régénération urbaine affectent les compromis pratiques établis entre les acteurs de l’informel et les institutions, en modifiant les espaces, les usages et les modalités de contrôle social local. Il s’agit de voir comment évoluent, s’adaptent ou se déplacent le récit et la régulation symbolique face à ces changements exogènes.

Enfin l’objectivation du processus pose des problèmes concrets aux acteurs locaux. L’altérité négative, le récit du repoussoir ou du bas-fond s’objectivent sur un minimum de support concret. Certains acteurs, dans l’aménagement ou le maintien de l’ordre public, ont pour métier de limiter ou de maîtriser ces objectivations (par exemple les lieux indécis). La mise en altérité peut aussi, au delà des cas discutés ici, affecter localement des catégories de pratiques ou d’acteurs, en les stigmatisant. Faut-il ou non intervenir ? Faut-il même savoir ? Ces apories affectent également la position du chercheur sur le terrain dans la mesure où son travail touche des processus œuvrant en marge de la légalité, fragiles et traversés de rapports de pouvoir à plusieurs échelles.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARAB N.,
2007 “À quoi sert l’expérience des autres ? ‘Bonnes pratiques’ et innovation dans l’aménagement urbain”, *Espaces et sociétés*, n°131, p.33-47.
- AUGÉ M.,
1992 *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil.
1994 *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Flammarion.
- BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (Eds),
2000 *Les compétences des citoyens dans le monde arabe*, Paris, Karthala.

- BLANC M.,
 2001 “La recherche et l’action, un couple heureux ?”, *Espaces et Sociétés*, n°101-102, pp.17-34.
 2009 “La transaction sociale : genèse et fécondité heuristique”, *Pensée plurielle*, n°20, p.25-36.
- BOURDIEU P.,
 1979 *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit.
- BOURDIN A., IDT J. (Eds),
 2016, *L’urbanisme des modèles. Références, Benchmarking et bonnes pratiques*, La Tour d’Aigues, Editions de l’Aube.
- BROWN D., MC GRANAHAM G.,
 2016 “The Urban Informal Economy, Local Inclusion and Achieving a Global Green Transformation”, *Habitat International*, n°53, pp97-105.
- CHAMBOREDON J.-C., LEMAIRE M.,
 1970 “Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement”, *Revue Française de Sociologie*, n°11-1, pp.3-33.
- DORSO F.,
 2003 *Un espace indécis au cœur d’Istanbul ; la muraille de Théodose II en 2001*, Les dossiers de l’IFEA, collection “Patrimoines au présent”, n°1, Istanbul, IFEA.
 2012 “Pour une sociologie de l’écart. Affiliation et différenciation dans les processus de socialisation”, *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systémique complexe et d’études relationnelles*, n°8 (1), pp.35-59.
 2014 “Feux nocturnes d’Edirnekapi. Territoires de l’informel et évolutions des régulations urbaines à Istanbul”, *Annales de Géographie*, n°700, pp1285-1309.
- DUBAR C.,
 1998 “Interaction symbolique et transaction sociale”, dans BLANC M., FREYNET M. F., PINEAU G. (Eds), *Les transactions aux frontières du social*, Lyon, Chronique Sociale, p.56-65.
- ERDI LELANDAIS G.,
 2014 “Right to the City as an Urban Utopia ? Practices of Everyday Resistance in a Romani Neighbourhood in Istanbul”, dans ERDI LELANDAIS G. (Eds), *Understanding the City : Henri Lefebvre and Urban Studies*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, pp.69-90.
- ERMAN T.,
 2014 “Ethnographie du gecekondu. Un habitat autoconstruit de la périphérie urbaine”, *Ethnologie française*, vol.44, n°2, pp. 267-278.
- FLEURY A.,
 2010 “Istanbul : de la mégapole à la métropole mondiale”, *Géoconfluences*, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/urb1/MetropScient9.htm/@@aws-content-pdfbook>.
- FUSULIER B., MARQUIS N.,
 2008 “La notion de transaction sociale à l’épreuve du temps”, *Recherches sociologiques et anthropologiques*, n°39-2, p.3-21.
- GERVAIS-LAMBONY P.,
 2001 “Petite histoire d’espace et d’identité dans une ville sudafricaine”, *Champ psychosomatique*, n°21, p.119-131.
- GROLLIER K.,
 2013 “L’art contemporain ouvre le chantier à la ville”, *Urbanisme*, n°389, pp.12-15.

- JACQUOT S., SIERRA A., TADIÉ J.,
2016 “Informalité politique, pouvoirs et envers des espaces urbains”, *L'Espace Politique*, [En ligne], n°29 | 2016-2, mis en ligne le 02 septembre 2016, <http://espacepolitique.revues.org/3805>.
- JODELET D.,
2005 “Formes et figures de l’altérité”, dans SANCHEZ-MAZAS M., LICATA L. (ss. dir.), *L'Autre : Regards psychosociaux*, Grenoble, Presses de l’Université de Grenoble, pp.23-47.
- JOSEPH I.,
1998 *La ville sans qualité*, Paris, Editions de l’Aube.
- JÜTTING J. P., DE LAIGLESIA J. R.,
2009 *L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable ?*, Perspectives du centre de développement de l’OCDE, Paris, OCDE.
- HASIM KÖSE A., PAMUKÇU T.,
2005 “L’économie grise”, dans VANER S. (ss dir), *La Turquie*, Paris, Fayard, pp.465-485.
- LAHIRE B.,
2013 *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisation*, Paris, La Découverte.
- LANNE J.-B.,
2016 “Le Pacte mensonger, un acte d’informalité politique à Kibera, Kenya”, *L'Espace Politique*, [En ligne], n°29, <http://espacepolitique.revues.org/3816>, DOI:10.4000/espacepolitique.3816.
- LIÉNARD G., MANGEZ E.,
2015 “Régimes d’action et rapports de pouvoir. Vers un approfondissement de la théorie bourdieusienne de la domination ?”, *Recherches sociologiques et anthropologiques*, n°46-1, pp.147-165.
- MANGEZ E.,
2009 “De la nécessité de discrétion à l’État évaluateur”, *Revue Nouvelle*, pp.32-37.
2012 “Une sociologie de la connaissance, un impératif !”, *Recherches sociologiques et anthropologiques*, Hors-Série, pp.15-18.
- MONTABONE B.,
2013 “Droit à la ville et contestation de l’ordre moral urbain en Turquie”, *Echo-Géo*, Sur le Vif, mis en ligne le 10 octobre 2013, consulté le 21 novembre 2013, <http://echogeo.revues.org/13567> ; DOI:10.4000/echogeo.13567.
- PAK E.-Ö., YILMAZ E.,
2013 *The Struggle between Modernisation and Historical Heritage. The Case of Sulukule*, Proceedings of the international conference on cities, people, places, October 14-17, 2013, Colombo, Sri Lanka.
- PÉROUSE J. F.,
1994 *D'Angora à Ankara (1919-1950) : la naissance d'une capitale*, Thèse de géographie, Université de Reims Champagne-Ardenne.
1997 “Ankara : la croissance équivoque d'une création-symbole”, *Revue Géographique de l'Est*, tome 37, n°2-3, Villes du Proche-Orient, pp.217-242.
2013 “Hyperistanbul. Les grands projets d’aménagement urbain en Turquie”, *La Vie des idées*, 24 septembre 2013, <http://www.laviedesidees.fr/Hyperistanbul.html>.
2017 “Istanbul : étalement, diffraction de la rente et gouvernement passif”, dans LORRAIN D. (Eds), *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes*, Paris, Presses de Sciences Po, pp.207-255.

- RAMOGNINO N.,
2007 “Normes sociales, normativités individuelle et collective, normativité de l’action”, *Langage et société*, vol.119, n°1, 2007, pp.13-41.
- RÉMY J.,
1998 *Sociologie urbaine et rurale. L’espace et l’agir*, Paris, L’Harmattan.
- RÉMY J., VOYÉ L., SERVAIS E.,
1978 *Produire ou reproduire, Tome 1 : conflits et transactions sociales*, Bruxelles, Vie ouvrière.
- SABILA J.,
2001 “De l’identité aux identités”, *Champ psychosomatique*, n°21, p.5-7.
- SIMMEL G.,
1990 “Métropoles et mentalité”, dans GRAFMEYER Y., JOSEPH I. (Eds), *L’Ecole de Chicago*, Paris, Aubier, pp.61-77, [1903].
1991a *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, [1894-1912].
1991b “Comment les formes sociales se maintiennent”, dans SIMMEL G., *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, pp.171-207.
- VOLVEY A., CALBÉRAC Y., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M.,
2012 “Terrains de je. (Du) sujet (au) géographique”, *Annales de géographie*, vol.687-688, no.5, pp.441-461.
- ZEPF M., RAMIREZ-COBO I.,
2017 “Urbanisme et processus permanents : le projet urbain à l’épreuve de l’incertitude”, dans DELEBARRE M., DUGUA B. (Eds), *Faire la ville par le projet*, Lausanne, PPUR, pp.247-265.

Résumé structuré

Présentation : Les informalités en milieu urbain peuvent être considérées comme des désordres ou des éléments régulateurs sur les plans économique, urbanistique, politique, social, psychosocial. Le texte propose d’en explorer la dimension symbolique. A Istanbul, un récit négatif et globalement faux s’élabore à partir des informalités et compose une altérité fondatrice contre laquelle s’adosse, se construit et s’actualise la norme commune du bon Istanbul et de la bonne ville. Ce processus permet d’éclairer le travail de la tension identité-altérité dans la construction normative. Le processus révèle également des modes de gouvernement urbain spécifiques qui génèrent une série de compromis pratiques et un rapport particulier à la connaissance – et donc, à certains moments, au pouvoir. Le texte envisage pour finir les implications de ces processus dans le champ opérationnel, proposant un lien entre sociologie, anthropologie et urbanisme.

Théorie : Les recherches menées à Istanbul ont mobilisé le paradigme de la transaction sociale pour enrichir l’analyse des rapports de force entre les usagers de l’informel, les institutions locales et internationales et l’ensemble des acteurs impliqués dans les situations observées. Cette articulation permet d’éclairer un dédoublement entre un niveau de transaction explicite, qui porte sur la conservation d’un site historique, et un niveau de transaction implicite, qui porte sur la paix sociale. L’élaboration d’un récit à vocation symbolique et normative s’inscrit dans cette transaction implicite. Le paradigme de la transaction sociale articulé aux approches plus déterministes permet d’explorer la diffraction de ce processus à plusieurs échelles individuelles et collectives. Le

travail mobilise également des cadres de références anthropologiques des notions de normes, conflit, identité et altérité.

Méthodologie : Les données sont issues de trois phases de recherches de terrain engagées depuis 2000. Elles associent les outils classiques de l'enquête sociologique et de l'anthropologie (immersion longue). Certaines difficultés rencontrées sur le terrain dans l'accès aux lieux, aux faits et aux personnes ont donné lieu à l'élaboration d'outils spécifiques. Ce type de travail sur le long terme s'accompagne d'une réflexion déontologique collective sur les techniques d'enquête et d'un questionnement réflexif sur le *fieldwork* (travail en retour du terrain sur les chercheur.e.s) et éthique sur l'intervention et le retrait.

Résultats : Le texte commence par proposer un cadre pour définir les informalités en milieu urbain. Il présente l'histoire longue du site à Istanbul et ses occupations jusqu'à aujourd'hui, puis précise les appuis théoriques et les méthodologies mises en œuvre dans les phases de recherche de terrain. La contribution explore ensuite la construction du récit d'une muraille "bas-fond" et "coupe-gorge". Ce récit, élaboré et régulièrement actualisé, ne correspond ni aux pratiques ni aux interactions majoritairement relevées sur le terrain. La confrontation des actes et des discours permet d'éclairer le processus de construction d'une altérité négative, en regard de laquelle les acteurs sociaux construisent, alimentent et actualisent les normes positives de la ville, et plus globalement de la vie sociale. Ces éléments permettent d'approfondir deux questions relatives à l'altérité. D'abord du point de vue des usages qu'en font les acteurs : le maniement du récit par les différents types d'acteurs s'inscrit dans des stratégies de positionnement social et personnel, qui viennent confirmer et renforcer en retour la fiction partagée. Le texte interroge aussi ce que produit le processus de mise en altérité : utile sur le plan normatif et collectif, il stigmatise peu les personnes mais construit des figures symboliques qui paraissent vraisemblables. La dernière partie du texte envisage les implications de ces processus sur le versant opérationnel. Le fonctionnement du récit nécessite des conditions qui peuvent poser problème aux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme. Le texte montre deux exemples de construction de compromis pratiques qui offrent au processus des conditions de stabilité et de reproduction. Pour finir, ces mécanismes ouvrent sur des questions éthiques et déontologiques, pour l'urbaniste mais aussi pour le chercheur, dès lors que sont abordées les questions d'intervention sur des processus œuvrant en marge de la légalité et traversés de rapports de pouvoir à plusieurs échelles.

Discussion : Les résultats présentés ouvrent sur deux problèmes. Ils interrogent d'abord la nécessité d'une borne négative dans l'élaboration des normes positives ou communes de la vie urbaine et plus globalement sociale. Ce processus tend-il vers l'invariance ? Une construction normative peut-elle s'élaborer sans s'appuyer sur une altérité négative ? Les recherches en cours ont pour but d'explorer cette perspective en ouvrant la comparaison à de nouveaux terrains. Ensuite l'objectivation du processus pose des problèmes concrets aux acteurs sociaux, dans les contextes considérés : l'altérité négative, le récit du repoussoir s'objectivent sur un minimum de support concret. Certains acteurs ont pour métier de limiter ou de maîtriser ces objectivations (les lieux indécis par exemple). La mise en altérité peut aussi affecter des catégories de pratiques ou d'acteurs. Faut-il ou non intervenir ? Quelles peuvent être les positionnements des chercheur.e.s dans ces situations porteuses de contradictions ?